

Les discours des acteurs politiques sur le conflit belgo-congolais à travers les médias. Analyse transactionnelle

Emmanuel Luyatu Manzodi

Résumé

Notre contribution sur l'analyse transactionnelle des discours de Lambert Mende et Didier Reynders sur le récent conflit belgo-congolais à travers les médias relève de la communication politique. Elle retrace d'une part l'environnement politique de deux années supplémentaires au second mandat de Joseph Kabila, et d'une autre la tenue controversée des élections tant attendues en RDCongo. Eléments qui engendrent une lutte de positionnement diplomatique entre les deux entités étatiques. Lambert Mende et Didier Reynders, jouissant l'un comme l'autre d'une réputation d'expert patenté au sein de l'univers médiatique porteront cette bataille médiatique. Nous nous servons des travaux d'Éric Berne pour analyser les expressions contenues dans les discours de chaque représentant, traduisant la figure de la personnalité : comment veulent se comporter les deux pays que sont la RDC et la Belgique ? (Soit en Parent, Enfant et Adulte).

Mots-clés : Discours, conflit, médias et analyse transactionnelle

Abstract

Our contribution on the transactional analysis of the speeches of Lambert Mende and Didier Reynders on the recent belgo-congolese conflict through the media concerns political communication. On the one hand, it traces the political environment of two more years in Joseph Kabila's second term, and on the other the controversial holding of the long-awaited elections in the DRC. Elements that generate a struggle for diplomatic positioning between the two state entities. Lambert Mende and Didier Reynders, both enjoying a reputation as certified experts within the media universe, will carry this media battle. We use the work of Éric Berne to analyze the expressions contained in the speeches of each representative, translating the figure of the personality: how do the two countries of the DRC and Belgium want to behave? (Either in Parent, Child and Adult).

Keywords : Speeches, conflict, media and transactional analysis

Introduction

Le présent article porte sur les discours des acteurs politiques sur le conflit belgo-congolais à travers les médias et ce, dans une perspective d'analyse transactionnelle.

Contextualisant notre recherche, nous partons du climat politique ayant prévalu en RDC à la fin du deuxième mandat de Joseph Kabila ; le report des élections prévues en décembre 2016 conformément à la constitution congolaise a engendré une crise diplomatique entre le pouvoir de Kinshasa et l'ex puissance coloniale qu'est la Belgique.

La CENI aura porté un coup fatal aux relations belgo-congolaises d'une part et au sein du microcosme politique congolais d'une autre. Le discours politique de la commission électorale nationale indépendante révèle des informations inédites qui décrivent les intérêts conflictuels que cette institution gère. La CENI, admise comme structure d'interaction entre Etat et peuple, évolue dans un contexte où les normes universelles de la démocratie électorale lui assignent une position de neutralité pendant que, sur terrain, elle doit se construire un positionnement qui combine les visées contradictoires imposées par les différents partenaires et les acteurs qui contribuent au financement et à la réussite du processus électoral¹.

Il y aura juste après cette pomme de discorde électorale, un changement radical. Les actions de l'un envers l'autre ont prouvé à suffisance que les relations entre Kinshasa et Bruxelles n'étaient pas au beau fixe ; qu'on en juge : côté belge, rappel de son ambassadeur en poste à Kinshasa, Bertrand de Crombrughe sans être remplacé, arrêt de toute aide financière au gouvernement congolais en la canalisant vers des organisations non gouvernementales, des sanctions (gel des avoirs à l'étranger, interdiction de voyager) contre certains dignitaires du régime Kabila. Des mesures de rétorsion congolaises, que l'on croyait passagères, se sont installées durablement : réduction des fréquences de vols Brussels Airlines entre les deux pays, progressivement remplacées par d'autres compagnies, la fermeture de la Maison Schengen (où les pays européens avaient accepté de déléguer à des fonctionnaires belges le soin de délivrer des visas vers l'Europe) et l'expulsion du chef de la mission de l'U.E, le Belge Bart Ouvry, à la veille de la tenue des élections de décembre 2018. Deux années de « glissement » entre 2016 et 2018, car, constitutionnellement, le pouvoir de Joseph Kabila président élu en 2006 et réélu en 2011, prit fin en décembre 2016.

¹ IBULA N'kawa Nicaise, (2018), *Elections et communication en R.D. Congo, Analyse pragmatique du discours politique de la commission électorale*, Thèse de doctorat, inédit, Kinshasa, Ifasic.

Plusieurs observateurs ont suspecté constamment l'envie de se maintenir au pouvoir de Kabila. Depuis que le clan Kabila a réussi à se maintenir au pouvoir au-delà du 19 décembre 2016 et à saborder l'accord de la saint Sylvestre, il pense que tout est permis. Surtout qu'il dispose de l'armée, de la police, et des services secrets pour mater toute action de l'opposition ; à cela s'ajoute le fait que plusieurs instances la communauté internationale ont accepté la tenue des élections à la fin de 2018 et que Joseph Kabila reste au pouvoir jusqu'en janvier 2019, ils ont eu comme slogan donc « Wumela » (Fita, Ch., 2019 : 25).

Notre recherche relève de la communication politique, ce domaine privilégié des hommes politiques, des journalistes et de l'opinion publique qui s'y affrontent au travers de discours qui portent sur la politique et dont l'enjeu est la maîtrise de l'interprétation politique d'une situation déterminée.

Le problème de notre recherche se veut de ressortir à travers le discours médiatique des acteurs politiques et les effets pragmatiques, le quid des relations tendues entre Kinshasa et Bruxelles, très singulièrement pendant la période pré et post-électorale de Décembre 2018. L'axe de ce problème, nous le lions au vu de divergences légions entre acteurs politiques de ces deux pays, sur les faits et surtout sur leur interprétation, relatifs à la fin de la deuxième législature de la RDC depuis qu'elle s'est engagée sur la voie des élections en 2006.

On note de décembre 2016 à décembre 2018, deux ans ayant fait objet de beaucoup de controverses tant au niveau national, régional, qu'international. Parmi les voix qui se sont levé pour le départ de Joseph Kabila, à la fin de son mandat, on notera celle de la Belgique par l'entremise de son ministre des affaires étrangères Didier Reynders et le chef de la mission de l'Union européenne en RD Congo Bart Ouvry à travers leurs diverses sorties médiatiques. C'est l'un des éléments qui favoriseront la recrudescence de la crise belgo-congolaise, conduisant cette fois-ci aux actions de réciprocité.

La position de la Belgique par l'entremise de ses deux acteurs politiques susmentionnés a fait que la République démocratique du Congo est demeurée offensive dans sa communication. Par le biais de ses ministres de la communication et médias Lambert Mende, des affaires étrangères Léonard She Okitundu et quelques dignitaires du régime Kabila, le pays entrera dans une réciprocité intense avec une activité communicationnelle intense. Il ne voulait pas une quelconque ingérence de la part de son ancienne puissance coloniale. Comme qui dirait, la réponse du berger à la bergère.

Les partisans du président sortant sont restés très actifs sur le plan communicationnel en rendant hommage à un président de la République « civilisé ». Ainsi, l'autorité morale du régime est portée en triomphe. Et, très rapidement, sur les grandes artères de la capitale apparaissent des affiches géantes de Joseph Kabila reprenant des éléments du langage imagé avec des formules : « il a dit, il l'a fait ». Une légende achève le discours des panneaux et couronne Joseph Kabila en tant que « père de la démocratie » (Ekambo, J-C, 2019 : 33).

Concrètement, Kinshasa attendait de Bruxelles « la levée des sanctions contre ses dignitaires » infligées aux proches de l'ancien chef de l'Etat Joseph Kabila dont, son dauphin aux élections du 30 décembre 2018, Emmanuel Ramazani Shadary. Pour rappel, ces derniers étaient accusés de violation des droits de l'homme et d'entraves au processus électoral.

Pour les autorités congolaises, « *c'est Bruxelles qui a même instrumentalisé l'Union européenne pour que celle-ci prenne des sanctions privées* ». Dans leur viseur : Didier Reynders, le ministre belge des affaires étrangères.

« *Nous lui reprochons son activisme et son ingérence dans les affaires de la RDC, particulièrement dans le processus électoral en cours dans notre pays* » confirmait une source diplomatique congolaise sur les ondes de la Radio France internationale (Rfi.net, Journal Afrique, 15 juillet 2020, 09 :40).

Ainsi donc, partant de ce problème lié à la fin du dernier mandat constitutionnel de Joseph Kabila, nous aimerions expliciter la manière dont se sont déroulées les interactions entre acteurs politiques congolais et belges au sujet du processus électoral de Décembre 2018.

Dans leur ouvrage intitulé « le conflit belgo-zaïrois », Elikia M'bokolo, Ibrahima Kaké, Thomas Goudou, Diaïte Ibou et Isidore N'daywel nous ont indiqué que le malaise chronique qui empoisonne les relations belgo-congolaises n'était pas chose nouvelle (Elikia, M., et les autres, 1990 : 56.).

Le conflit qui a éclaté entre les deux pays (RDC-Belgique) sur le processus électoral, qui constitue l'épicentre de notre recherche a pour cause apparente l'épuisement du second mandat de Monsieur Joseph Kabila et particulièrement la non-tenue de l'élection présidentielle conformément à la constitution de la République, qui la prévoyait en décembre 2016.

Pour mieux nous situer, les auteurs précités nous exigent d'interpeller l'histoire de leurs relations depuis l'implantation belge dans cette partie de l'Afrique dans le dernier tiers de 19ème siècle via quelques évènements : le contentieux belgo-zaïrois au lendemain de l'indépendance ; des troubles dans tous les secteurs, surtout dans l'armée où belge et congolais ne sont pas en parfaite intelligence ; en 1971, la volonté déclarée du président Mobutu de placer sa politique « d'authenticité » et la décision du gouvernement zaïrois d'imposer la « zaïrianisation » à partir de novembre 1973, ont suscité l'inquiétude des intérêts privés belges et provoqué un certain désengagement de l'Etat belge qui se retira de plusieurs secteurs pour se limiter à la coopération humanitaire et aux formules de projet ; un autre conflit belgo-zaïrois d'octobre 1988, eut pour cause apparente la campagne de presse déclenchée par la Belgique contre les dirigeants zaïrois et très singulièrement le président Mobutu, chef de l'Etat.

Marc Thiébaud affirme qu'une situation de conflit se rencontre quand il y a divergence entre des acteurs en relation (pour que le conflit existe, il doit y avoir une relation), parce que leurs intérêts sont vécus comme contradictoires ou exclusifs ; partant des acteurs impliqués dans le conflit, on distinguera les conflits interindividuels (à deux ou trois), de groupes (intragroupe), intergroupes (entre services, départements, etc.) (Thiebaud, M., 2011 : 22).

Notre démarche repose sur la question de savoir quelles figures les acteurs politiques congolais et belges ont-ils adoptées dans la gestion des interactions qui ont entouré le conflit belgo-congolais relatif à la tenue des élections de décembre 2018 ? élections qui conduiraient à la passation du pouvoir entre Joseph Kabila et un nouveau président élu.

Pour répondre à cette question, nous avons avancé que dans une interaction conflictuelle, les interagissants adoptent le plus souvent les figures de Parent et d'Enfant, plutôt que celle d'Adulte.

Issue de l'exégèse des textes religieux, la pratique de l'interprétation est devenue la méthode par excellence des sciences humaines d'étude des textes. Dans les sciences sociales, la question se pose de savoir si les actions humaines peuvent être expliquées ou si elles doivent être interprétées pour pouvoir être comprises. La méthode interprétative guidera notre étude. (Sapiro, G., le 27 juin 2021).

Pour conduire cette analyse, en cohérence avec notre réponse provisoire, nous avons retenu les expressions qui expriment les états du moi comme énoncé

par Éric Berne dans sa recherche d'analyse transactionnelle, des propos médiatiques des acteurs politiques congolais et belges ayant porté sur les différents événements saillants de l'univers politique congolais pendant la période préparatoire des élections de décembre 2018. (Chandezon, G., et Lancestre, A., 1982 : 66).

Notre travail se focalise sur quatre personnalités politiques les plus engagées dans le débat sur le processus électoral de décembre 2018, ayant mis les deux pays en vives tensions à travers l'univers médiatique : les Congolais Lambert Mende Omalanga et Léonard She Okitundu, respectivement ministre de la communication et des médias et des affaires étrangères ; les Belges Didier Reynders et Bart Ouvry, respectivement ministre des affaires étrangères et chargé de la mission de l'U.E en RDC.

Ces quatre personnalités sont dotés d'une connaissance indéniable de l'actualité de leurs pays, jouissant les uns comme les autres d'une réputation d'expert patenté au sein de l'univers médiatique. Dans leur rôle de défenseurs de leurs Etats respectifs, les quatre hommes se sont livrés une bataille langagière dont l'une des conséquences demeure le brouillage des pistes concernant la part de responsabilité respective des gouvernements congolais et belge dans les conflits engendrés sur la non-tenue des élections en 2016.

Ces propos portent tous sur l'épineuse question de la fin du mandat des institutions à mandat électif en RDC entre décembre 2016 et 2018, épicerie des récents conflits diplomatiques entre les deux pays ; ils sont tirés des médias suivants : Rtbf.net, Youtube/Rtnc2, Top-Congo.net et Twitter.

Pour mieux conduire notre analyse, nous avons effectué un repérage des données en étalant les différentes déclarations médiatiques des acteurs concernés. Ce repérage nous dévoile les états du moi énumérés par Eric Berne, contenus dans les discours qui se déclinent sur les postures stratégiques des deux entités étatiques :

- La posture haute de la Belgique en figure de parent autoritaire
- La posture de résistance de la RDC en figure d'enfant rebelle et
- La posture du diplomate en figure d'adulte

Notre corpus est composé de huit extraits médiatiques dont quatre du côté congolais et quatre autres du côté belge. Cette répartition a pris en compte les trois points les plus saillants ayant mis en confrontation les acteurs politiques concernés qui cherchent tous, à travers leurs propos médiatiques à défendre les positions

prises par leurs Etats respectifs. L'on peut retracer les évènements majeurs sélectionnés : 1) la fermeture de la Maison Schengen, 2) les sanctions belges et de l'UE contre quelques autorités politiques congolaises, 3) l'intervention du président de la CENCO au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

1. Fermeture de la Maison Schengen

Le processus électoral de décembre 2018 était précédé comme susmentionné par un climat diplomatique tendu entre la RDC et la Belgique. Chaque Etat avait mis en place des mesures pour faire valoir sa politique étrangère. Parmi les actions du pouvoir de Kinshasa, l'on retrouve la fermeture de la maison Schengen.

- La posture haute de la Belgique

Cette posture est déterminée par le discours de Didier Reynders orienté vers la figure de Parent Autoritaire : « ...Sachez que la Belgique **continuera** à parler à tout le monde et à promouvoir des **solutions** entre **Congolais** ; je suis persuadé que **l'impasse** actuelle en RDC, ne peut être résolue que par des **élections** libres et transparentes. C'est regrettable ce qu'ils font (cfr fermeture Schengen), ce sont des mesures qui concernent avant tout la population congolaise ; ce que nous faisons, c'est apporter de **l'aide humanitaire**, c'est **soutenir** la société civile dans le **débat** démocratique au Congo ». (RTBF.net, JT, 18 juillet 2020, 09 :30).

- La posture de résistance de la RDCongo

La Rdc dans sa position de résistance annonce d'une part les mesures de réciprocité face à la Belgique via son ministre de communication : « ...Nous nous réservons le **droit de dévoiler** ici et maintenant des mesures de **rétorsion** que nous **envisageons** vis-à-vis de ceux qui veulent faire marcher le train de l'histoire en reculant. Je vous invite à ouvrir les yeux dans les jours qui viennent et vous verrez ce que vous **verrez** et je pense que les **lueurs** ne seront pas là où l'on croit ». (YouTube/Nouvelle donne, le 18 juillet 2020, 09 :35).

D'une autre, la RDC n'a pas besoin de consulter une quelconque nation pour décider sur sa destinée : « ...La RDC comme les autres pays africains connaissent certes des **problèmes**, mais aucune **solution** importée du dehors de ses frontières ne pourra y apporter des **réponses durablement** favorables à leur peuple ; c'est ce que patrice Emery Lumumba d'heureuse **mémoire** nous a inculqué en insistant pour que l'histoire du Congo soit écrite au Congo par les congolais et non à Bruxelles ». (Top Congo.net, le 18 juillet 2020, 09 :45).

- La posture de diplomate

L'émissaire de l'UE, le Belge Bart Ouvry joue la médiation en militant pour une révision de la mesure prise par le gouvernement congolais de fermer la maison Schengen : « ...*Il y a des **décisions** à toujours **revoir** quand elles sont liées au **bien-être** de tout un pays ; nous avons appris une mesure très **injuste** de **fermeture** de la maison Schengen qui pourtant est là pour le peuple congolais, leur facilitant l'accès sur le continent européen. Nous demandons aux autorités congolaises de **revenir** sur cette décision* ». (Top Congo.net, le 17 Septembre 2020, 09 :30).

2. Sanctions belges et de l'UE

L'un des faits majeurs du processus électoral de décembre 2018 en RDC était les sanctions infligées aux animateurs des institutions et proches collaborateurs de Joseph Kabila ; il leur était reproché le blocage d'un processus électoral apaisé.

- La posture haute de la Belgique

En synergie avec l'UE et les Etats-Unis, des sanctions devraient continuer à être un mode opératoire pour punir les indisciplinés estime Didier Reynders : « ...*Il y a déjà des **sanctions** qui sont en cours, il y en aura peut-être **d'autres**, cela dépend de l'évolution dans les prochains jours ; il y a une forte **pression** aujourd'hui, y compris du conseil de sécurité des nations unies, pour dire que les **désidératas** du peuple congolais doivent être pris en compte. Ce temps peut permettre des **négociations** entre candidats pour le partage des postes et non avec le pouvoir sur cette annonce comme je l'ai appris ; les anciens chefs d'Etats bénéficient des certains **avantages** de sécurité après le **pouvoir*** ». (RTBF.net, JT, 17 septembre 2020, 09 :30).

- La posture de résistance de la RDC

Le porte-parole du gouvernement congolais cite nommément le ministre des affaires étrangères belge Didier Reynders, considéré comme le meneur du jeu des sanctions infligées aux autorités congolaises, ce qu'il qualifie d'un mode opératoire d'intimidation : « ...*Conduit par un pays, la Belgique, qui ne **parvient** décidemment toujours pas à faire le **deuil** de la **décolonisation**, des structures économiques de son ancienne colonie phare qu'est la RDC et qui ne cesse de se revendiquer comme le **propriétaire** éternel de notre pays, ses **officines** vous le savez se distinguent dans des campagnes de **dénigrement** et de **fragilisation** systématique de la RDC. Il s'agit tout simplement d'un acte **d'intimidation** d'anciens **colonialistes** qui croient que nous allons trembler devant eux parce que*

*nous avons diversifiés nos intérêts et nos partenariats économiques J'ai vu un journaliste titré dans un bi hebdomadaire de la place : « tous à Bruxelles autour de **bwana Didier** » ; bwana c'est le terme que le **boy** à l'époque coloniale donnait à leur patron blanc. C'est une honte pour eux ; Et à ce Didier Reynders et les autres je dis, oubliez ces **prétentions** à vouloir **régenter** les relations entre la Belgique et le Congo comme des relations entre un centre colonial et une **périphérie** colonisée ». (YouTube/RTNC2, « point de presse », le 17 septembre 2020, 10 :45).*

She Okitundu pour sa part a dénoncé un mode opératoire intimidateur qui ne changera absolument rien dans la détermination des autorités congolaises à défendre valablement la souveraineté de leur Etat : « ...Nous **rejetons** catégoriquement toute idée d'une **organisation internationale** à laquelle nous n'appartenons pas, à savoir l'UE se permette de **sanctionner** notre pays qui ne fait pas partie au droit européen. C'est un **cas d'hostilité** et d'**agression** que nous condamnons et que nous entendons **attaquer** par toutes les voies de droit possibles. Il n'existe en droit aucune possibilité pour que l'UE puisse légitimer les initiatives qu'elle prend vis-à-vis de la RDC, qui n'est pas un pays membre de l'UE. Ils veulent nous mettre sous **pression** et nous demandons l'**appui** de tous les patriotes congolais contre cette tentative de remettre notre pays sous coupe réglée d'anciens colonisateurs ; nous sommes un peuple suffisamment **mûr** ». (Top Congo.net, le 17 Septembre 2020, 11 :30).

- La posture de diplomate

Un appel est lancé par Bart Ouvry au pouvoir de Kinshasa à rester coopératif avec les instances internationales pour que les sanctions et autres mesures soient allégées : « ...On peut **peser** d'un poids réel (au conseil de sécurité), d'abord de l'**expertise** de la Belgique envers l'Afrique centrale en général et ensuite parce qu'on a maintenu une ligne ce dernier temps même si cela a provoqué parfois des **tensions** avec Kinshasa ; le pouvoir doit accepter de **coopérer** avec les instances internationales pour que la **crise** soit **décantée** et que la politique extérieure de la RDC soit en bonne posture... ». (Twitter @Bartouvry, le 20 Septembre 2020, 09 :33).

3. Intervention de Marcel Utembi (président de la CENCO) au Conseil de sécurité de l'ONU

- La posture haute de la Belgique

Le compromis politique trouvé entre le pouvoir et l'opposition à travers l'accord de la saint-sylvestre peine à être respecté ; Reynders à travers son tweet y voit des entorses pour bloquer le processus électoral : « ...*La **nomination** du premier ministre (cfr Bruno Tshibala) s'écarterait déjà à l'époque de la lettre et de l'esprit de l'**accord** de la saint Sylvestre qui prévoyait la nomination d'un premier ministre proposé par le Rassemblement. La Cenco, la conférence des évêques, c'est elle qui avait organisé un accord entre la majorité et l'opposition, les **élections** devraient se tenir en 2017, ça n'a pas été le cas ; aujourd'hui seule la CENCO est assez **crédible** pour détailler la situation congolaise* ». (Twitter @dreyners, le 20 septembre 2020, 09 :45).

- La posture de résistance de la RDC

La démarche des évêques qui sont à la recherche du respect de l'accord du centre interdiocésain est perçue comme une indignation pour un Etat constitutionnellement laïc par Lambert Mende : « ...*Parlant de l'Eglise **catholique** avec sa démarche **d'indignité** caractérisée par certains d'entre eux qui vont chercher ailleurs ce qu'ils doivent trouver ici ; ils oublient que l'Eglise catholique a aussi un devoir de **pénitence** vis-à-vis de la RDC ? ils ne doivent pas nous donner l'impression de rééditer les exploits de leurs prédécesseurs belges, parce qu'avant 60 il y avait une collaboration entre l'Eglise, les sociétés à charte et l'administration coloniale. Au moment où notre peuple se battait pour l'indépendance, ce **clergé** belge a fait preuve d'un **activisme** que personne n'a oublié, et que l'Eglise ferait mieux de s'excuser pour cela ; certains ont célébré le **Te deum** pour jubiler l'assassinat de Lumumba.*

Quand vous avez posé des actes indignes il ne faut pas persévérer dans le **mal** ; l'Eglise congolaise fait comme si elle est détentrice de la vérité, qu'elle n'a rien à se reprocher dans l'histoire de ce pays. Ils ont été parmi ceux qui ont empêché ce pays d'accéder à la souveraineté nationale et internationale ; ce n'est pas grâce à l'Eglise qu'on est indépendant, elle aurait dû commencer par faire son **mea culpa** face au peuple congolais avant de s'ériger en donneurs de leçons à tout le monde car l'histoire les pourchasse. Nous n'avons rien oublié car la mémoire d'un peuple est une mémoire **d'éléphant**, c'est très important de le dire... ». (YouTube/Nouvelle donne, le 20 septembre 2020, 09 :55).

She Okitundu juge intolérable la démarche des évêques qui cherchent ailleurs les solutions de la RDC : « ...*58ans après **l'indépendance** si vous ne l'avez pas compris, vous ne **méritez** pas de diriger même une commune congolaise. Le pays de Lumumba appelé RDC est **laïc**, nous devons éviter de créer*

de confusion inutile ; l'accord de la Cenco est bien en marche, il ne faut pas laisser les évêques se **balader** chercher nos solutions ailleurs ». (YouTube/RTNC1, le 20 septembre 2020, 10 :35).

- La posture de diplomate

Bart Ouvry calme le jeu dans son intervention pour appeler les acteurs politiques à ne pas porter un mauvais jugement sur la démarche de la Cenco : « ...il est **important** que le message du président de la CENCO dans son discours au conseil de **sécurité** de l'ONU suscite un si grand **débat** dans l'opinion politique congolaise. Les acteurs politiques doivent tous se mettre autour d'une table pour trouver des **solutions** à tout ce qui dérange ». (Twitter @Bartouvry, le 20 Septembre 2020, 19 :33).

Les expressions qui découlent des propos médiatiques retenus, décrivent les états du moi et déterminent les trois postures stratégiques qui indiquent clairement le statut que veulent assumer la RDCongo et la Belgique à travers leurs prises de position. Nous y avons relevé des expressions qui indiquent les états du moi tel qu'établi par Eric Berne avec des figures adoptées : **la figure de parent autoritaire en posture haute** qui conduit à diriger, à évaluer, à sanctionner, à permettre ou à interdire. Quand on adopte le Parent autoritaire on emploie des mots caractéristiques « ... il faut..., on doit..., toujours, jamais », avec des logiques discursives hégémonique, compassionnelle et normative ; **la figure d'enfant rebelle en posture de résistance**, cette attitude est nécessaire pour qu'il obtienne des signes de reconnaissance ; l'enfant qui s'ennuie et fait des bêtises, il boude, hausse les épaules, récrimine, il refuse toute influence, s'exprime à base de « oui, mais... », « vous n'avez pas le droit de... » avec des logiques discursives identitaire, dénonciatrice et axée sur le patriotisme ; **la figure d'adulte en posture de diplomate**, il relativise avec une logique normative (Josien, M., 2016 : 46).

Au terme des éléments à notre possession sur cette crise belgo-congolaise, nous exposons successivement les points qui rendent plus clairs les figures adoptées par les deux nations à travers leurs représentants ; cela en vue de soumettre à la validation ou non de notre hypothèse selon laquelle, dans une interaction conflictuelle, les interagissants adoptent le plus souvent les figures de Parent et d'Enfant, plutôt que celle d'Adulte.

Pour rappel, nous disons que le discours politique est généralement polémique, porteur de controverses. Il est surtout stratégique et vise à légitimer ou illégitimer l'ordre social. La polémique entre Kinshasa et Bruxelles porte sur un thème commun : les élections. Les deux camps, outre leurs divergences sont

d'accord sur la tenue effective des élections en RDC après la fin du deuxième mandat légitime de Kabila. Nous observons que chaque interagissant dispose des arguments pour défendre sa thèse mais aussi et surtout pour combattre celle de l'autre. Après l'analyse du corpus, nous avons validé notre hypothèse en relevant la posture de diplomate qui a également été adoptée.

Il nous a paru impérieux de relever les points commun et polémique dont il est réellement question à travers les discours médiatiques de quatre acteurs concernés et qui opposent les deux entités étatiques.

1. Point commun

La tenue effective des élections en République Démocratique du Congo conformément à sa constitution. Pour la RDCongo, pas d'ingérence étrangère dans le processus de l'organisation de ses élections. Étant un peuple suffisamment mature, les congolais organiseront eux-mêmes les élections avec leurs propres moyens et le président Kabila reste un homme respectueux des textes légaux.

Aucun autre report du scrutin ne sera tolérable en RDC pour la Belgique. Les élections sont un droit pour le peuple congolais et les auteurs de la vision du report seront sanctionnés.

2. Polémiques

Plusieurs points constituent la pomme de discorde entre les quatre acteurs politiques qui cherchent tous, à travers leurs propos médiatiques à défendre les positions prises par leurs Etats respectifs. L'on peut retracer les événements majeurs dont la fermeture de la maison Schengen, les sanctions belges et de l'UE contre quelques autorités politiques congolaises et l'intervention du président de la CENCO au conseil de sécurité des nations-unies.

Les deux nations, la Belgique et la RDCongo ont livré ce qui peut être qualifié d'une bataille de préservation des intérêts car chaque action faite par un Etat vise à conserver l'environnement favorable dans ses relations avec les autres entités étatiques et à changer l'environnement qui lui est défavorable. Ce sont les intérêts qui conditionnent le comportement des Etats, manifesté par l'entremise de ses acteurs politiques ; ces intérêts étant opposés avec des richesses inégalement réparties, les rapports entre Etats sont conflictuels et égocentriques.

Mamba wa Ngindu va dans la même thèse quand il affirme qu'un conflit est aussi un terme générique qui emporte l'idée d'incompatibilité des intérêts en

présence, des objectifs à atteindre et/ou des moyens à mettre en œuvre à cette fin. (Mamba, J-B, 2010 : 16).

Conclusion

L'analyse transactionnelle des discours des acteurs politiques sur le conflit belgo-congolais par l'entremise de la presse montre que le récent conflit diplomatique entre la Belgique et la RDCongo eu pour épicerie les deux années supplémentaires au second mandat de Joseph Kabila. Il y a donc dans l'environnement politique de décembre 2016 à décembre 2018 avec la tenue controversée des élections tant attendues en RDC, une lutte de positionnement : la Belgique sentant un environnement défavorable veut le changer avec un état de moi « parent autoritaire » et la RDC à son tour, se sentant sous pression internationale reste sur la défensive en « enfant rebelle ».

Bibliographie

Ouvrages

1. CHANDEZON, G., et LANCESTRE, A. (1982), *L'analyse transactionnelle*, Paris, PUF.
2. EKAMBO, J-C (2019), *Félix Tshisekedi, Devenir président en 50+20 jours*, paris, l'harmatan.
3. ELIKIA M'bokolo et les autres (1990), *Le conflit belgo-zairois*, Paris, Présence Africaine.
4. FITA, Ch. (2019), *RD Congo, sans un seul coup de feu*, édition OCM, Kinshasa.
5. JOSIEN, M. (2016), *Techniques de communication interpersonnelle*, Paris, Nouvelle imprimerie Laballery.
6. MAMBA, J-B. (2010), *Relations internationales contemporaines*, Kinshasa, IFASIC Editions.
7. THIEBAUD, M. (2011), *Analyser le conflit*, Paris, Rue collège.

Thèse

1. IBULA N’kawa Nicaise (2018), *Elections et communication en R.D. Congo, Analyse pragmatique du discours politique de la commission électorale*, Thèse de doctorat, inédit, Ifasic, Kinshasa.